

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG

Commission des Affaires sociales, de l'Em-
ploi et des Pensions

Commissie voor Sociale Zaken, Werk en
Pensioenen

Mercredi

12-07-2023

Après-midi

Woensdag

12-07-2023

Namiddag

N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	Parti Socialiste
VB	Vlaams Belang
MR	Mouvement Réformateur
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	Open Vlaamse Liberalen en Democraten
Vooruit	Vooruit
Les Engagés	Les Engagés
DéFI	Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications :		Afkortingen bij de nummering van de publicaties :	
DOC 55 0000/000	Document parlementaire de la 55 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 55 0000/000	Parlementair stuk van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (op beigegekleurd papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes :	Bestellingen :
Place de la Nation 2	Natieplein 2
1008 Bruxelles	1008 Brussel
Tél. : 02/ 549 81 60	Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74	Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be	www.dekamer.be
e-mail : publications@lachambre.be	e-mail : publicaties@dekamer.be

SOMMAIRE

Question de Chanelle Bonaventure à Frank Vandebroucke (VPM Affaires sociales et Santé publique) sur "Les trajets de retour au travail dans le cas des victimes de viols et/ou de violences sexuelles" (55037317C) 1

Orateurs: **Chanelle Bonaventure, Frank Vandebroucke**, vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique

Question de Nahima Lanjri à Frank Vandebroucke (VPM Affaires sociales et Santé publique) sur "Le dumping social dans les secteurs sujets à la fraude" (55038038C) 2

Orateurs: **Nahima Lanjri, Frank Vandebroucke**, vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique

INHOUD

Vraag van Chanelle Bonaventure aan Frank Vandebroucke (VEM Sociale Zaken en Volksgezondheid) over "De terug-naar-werktrajecten voor slachtoffers van verkrachting en/of seksueel geweld" (55037317C) 1

Sprekers: **Chanelle Bonaventure, Frank Vandebroucke**, vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid

Vraag van Nahima Lanjri aan Frank Vandebroucke (VEM Sociale Zaken en Volksgezondheid) over "De sociale dumping in fraudegevoelige sectoren" (55038038C) 2

Sprekers: **Nahima Lanjri, Frank Vandebroucke**, vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid

Commission des Affaires sociales,
de l'Emploi et des Pensions

du

MERCREDI 12 JUILLET 2023

Après-midi

Commissie voor Sociale Zaken,
Werk en Pensioenen

van

WOENSDAG 12 JULI 2023

Namiddag

Le développement des questions commence à 15 h 27. La réunion est présidée par Mme Cécile Cornet.
De behandeling van de vragen vangt aan om 15.27 uur. De vergadering wordt voorgezeten door mevrouw Cécile Cornet.

01 Question de Chanelle Bonaventure à Frank Vandenbroucke (VPM Affaires sociales et Santé publique) sur "Les trajets de retour au travail dans le cas des victimes de viols et/ou de violences sexuelles" (55037317C)

01 Vraag van Chanelle Bonaventure aan Frank Vandenbroucke (VEM Sociale Zaken en Volksgezondheid) over "De terug-naar-werktrajecten voor slachtoffers van verkrachting en/of seksueel geweld" (55037317C)

01.01 Chanelle Bonaventure (PS): Monsieur le ministre, je suis régulièrement interpellée par des victimes qui m'indiquent qu'elles doivent faire face, lorsqu'elles sont convoquées par les médecins-conseils de leur mutuelle, dans le cadre du processus de leur retour au travail, à une certaine maladresse de ces derniers, laquelle a parfois des effets contreproductifs sur leur processus de résilience et de guérison. Il semblerait que peu de précautions soient prises vis-à-vis de ces victimes, lesquelles appréhendent dès lors ces rendez-vous qu'elles perçoivent comme particulièrement angoissants.

Les griefs exprimés ont en général trait à la méconnaissance de certaines des conséquences des actes qu'elles ont subis telles que le stress post-traumatique, l'amnésie partielle ou encore le risque accru de développement de fibromyalgie ou d'autres formes de maladies chroniques. Ce constat pose la question de la formation des médecins-conseils. C'est la raison pour laquelle je souhaiterais vous soumettre quelques interrogations.

Monsieur le ministre, avez-vous connaissance de l'existence de problèmes de cette nature au niveau du processus de retour au travail? Quelle formation les médecins-conseils des mutuelles reçoivent-ils actuellement sur ces points? Ne faudrait-il pas l'améliorer? Des initiatives pourraient-elles être prises en ce sens à l'égard de ces victimes?

01.02 Frank Vandenbroucke, ministre: Madame la députée, merci pour cette question sur cet enjeu important. Après avoir contacté mon administration, je peux vous communiquer que nous n'avons pas connaissance, à l'heure actuelle, de l'existence de problèmes de cette nature au niveau du processus de retour au travail.

Depuis le 1^{er} janvier 2022, de nouveaux trajets de retour au travail sont entrés en vigueur, ciblant un accompagnement personnalisé des personnes reconnues en incapacité de travail. L'aide au retour à l'emploi implique en effet un accompagnement individualisé et de qualité qui

01.01 Chanelle Bonaventure (PS): In het kader van een terug-naar-werktraject worden slachtoffers soms nogal onbeholpen bejegend als ze opgeroepen worden door de adviserend artsen van hun ziekenfonds. Er worden weinig voorzorgsmaatregelen genomen en de consulten in kwestie worden als beangstigend ervaren.

Vaak gaan de klachten over artsen die zich niet bewust zijn van de gevolgen van de ondergane feiten: posttraumatische stress, gedeeltelijk geheugenverlies, verhoogd risico op fibromyalgie of andere chronische ziekten.

Welke opleiding krijgen adviserend artsen in die domeinen? Is die opleiding voor verbetering vatbaar? Welke initiatieven kunnen er genomen worden?

01.02 Minister Frank Vandenbroucke: We dragen geen kennis van dergelijke problemen.

Sinds 1 januari 2022 zijn er nieuwe terug-naar-werktrajecten van kracht, met kwalitatieve individuele begeleiding. Een traject wordt pas opgestart als de restcapaciteiten

tient compte des capacités restantes de la personne. Un trajet ne sera donc entamé que si les capacités restantes de la personne sont suffisantes, compte tenu de la situation médicale concrète.

Cette situation médicale est évaluée en considérant tant les facteurs physiques que psychiques. C'est pourquoi la réglementation prévoit un tel examen par le médecin-conseil de la mutualité sur la base notamment des rapports médicaux, de l'anamnèse de la formation et l'anamnèse professionnelle, mais aussi du questionnaire complété par la personne elle-même, sur la base duquel il est examiné quels facteurs personnels et environnementaux, selon le cas, peuvent favoriser ou empêcher une reprise du travail chez l'employeur, ou la reprise d'une profession sur le marché du travail régulier. Un contact avec la personne pourra également être organisé.

À l'issue de cet examen, et compte tenu de la situation médicale concrète de la personne, il peut être décidé qu'un tel trajet n'est momentanément pas d'actualité parce que la priorité doit être donnée au diagnostic médical ou au traitement médical. Le cadre réglementaire actuel permet donc de prendre en considération l'impossibilité temporaire de pouvoir entamer un trajet de retour à l'emploi.

En outre, il est important de rappeler qu'un trajet de retour au travail est un trajet volontaire pour la personne reconnue en incapacité de travail et qui dispose de capacités restantes suffisantes. Ce trajet s'inscrit donc dans une démarche volontaire et non obligatoire pour la personne concernée.

Pour conclure, les situations que vous présentez et les difficultés qu'elles sous-tendent pour les victimes concernées mettent d'autant plus en évidence l'importance d'un accompagnement individualisé et de qualité, auquel je suis très sensible. Je ne manquerai pas de sensibiliser, via mon administration, le Conseil médical de l'invalidité de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité (INAMI).

01.03 Chanelle Bonaventure (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse. Je vous remercie également d'avoir pris contact avec votre administration car il s'agit, comme vous le dites, d'un enjeu important. Aborder la problématique c'est déjà commencer à la résoudre.

Je voudrais insister sur le caractère très particulier des situations que vivent ces personnes qui doivent se reconstruire après un événement traumatisant. Le passage chez le médecin de la mutuelle en vue d'un trajet de réintégration est souvent vécu comme fort stressant. De plus, ce processus de reconstruction est parfois très long, perçu par ces victimes comme un parcours du combattant.

Je vous remercie pour votre attention particulière. Je souhaite que celle-ci subsiste dans le temps, dans la prise en charge des personnes qui ont un vécu particulièrement lourd et difficile quand elles sont confrontées au trajet de retour au travail.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 Vraag van Nahima Lanjri aan Frank Vandenbroucke (VEM Sociale Zaken en Volksgezondheid) over "De sociale dumping in fraudegevoelige sectoren" (55038038C)

02 Question de Nahima Lanjri à Frank Vandenbroucke (VPM Affaires sociales et Santé publique) sur "Le dumping social dans les secteurs sujets à la fraude" (55038038C)

van de persoon volstaan. De gezondheidstoestand van de betrokkene wordt geëvalueerd op basis van fysieke en psychische factoren. De adviserend arts van het ziekenfonds voert een onderzoek uit op grond van de medische rapporten, het opleidings- en werkverleden, maar ook een vragenlijst waarin factoren aan bod komen die de werkhervatting in de hand kunnen werken of in de weg staan. Er kan een contactmoment met de betrokkene worden georganiseerd. Na afloop van het onderzoek kan er beslist worden dat een trajet niet aan de orde is, omdat er voorrang gegeven moet worden aan de medische behandeling. Het kader voorziet in de tijdelijke onmogelijkheid om een terug-naar-werktraject op te starten – de instap in het traject is sowieso vrijwillig.

De door u vermelde situaties maken duidelijk hoe belangrijk individuele en kwalitatieve begeleiding is. Ik zal de Geneeskundige raad voor invaliditeit van het RIZIV hierop attenderen.

01.03 Chanelle Bonaventure (PS): Personen die een traumatiserende ervaring moeten verwerken, hebben vaak veel stress als ze zich bij de adviserend arts moeten aanmelden. Het herstelproces duurt vaak lang en wordt door de slachtoffers als zeer moeilijk ervaren. Ik dank u om ervoor te zorgen dat er hiermee dan ook rekening wordt gehouden.

02.01 Nahima Lanjri (cd&v): Mijnheer de minister, samen met de ministers Dermagne, Clarinval en Gilkinet had u in het Parlement de intentie geuit om de plannen inzake eerlijke concurrentie te vernieuwen. Concreet zou u in het kader van de strijd tegen sociale dumping en mensenhandel overleg hebben met de partners uit fraudegevoelige sectoren als de vleessector, de transportsector en de bouwsector. Hun zouden twee voorstellen worden voorgelegd: een beperking van het aantal onderaannemers, verticaal dus, en een herziening van de regeling voor hoofdelijke aansprakelijkheid loonschulden. Uiteraard zou er ruimte zijn voor nog andere voorstellen van de sociale partners.

We vernemen dat de sociale partners wel werden uitgenodigd om zich over dat belangrijke dossier te buigen, maar dat ze, volgens hen, daarvoor te weinig tijd hebben gekregen. Ze hebben bovendien de indruk dat er met hun adviezen helemaal geen rekening werd gehouden en dat ze veeleer pro forma werden bevraagd. In plaats daarvan hadden ze effectief betrokken worden moeten bij het hele proces om de wetgeving te verbeteren. Ze hebben dan ook unaniem gevraagd om het overleg over de invulling van een databank voor loonschulden en over de beperking van de sociale keten voort te zetten.

Wanneer werden de sociale partners geconsulteerd over de voorstellen in de strijd tegen sociale dumping? Welke termijn hebben ze gekregen om hun advies te formuleren?

In welke mate hebt u rekening gehouden met het advies van de sociale partners?

Kunt u aangeven welke punten u hebt opgenomen in het ontwerp van wet?

Zult u nog verder in overleg gaan met de sociale partners?

Kunt u, zoals gevraagd, hun wat meer tijd geven om dieper in te gaan op die belangrijke hervormingen?

02.02 Minister Frank Vandenbroucke: Mevrouw Lanjri, in uitvoering van de begrotingsnotificatie die u aanhaalt, hebben de medewerkers van de ministers Dermagne en Clarinval en van mijzelf overleg gepleegd met de sociale partners van de bouw-, vlees- en transportsector. Onze medewerkers hebben in november en december 2022 verschillende keren met de sociale partners overlegd en de beslissing van de regering toegelicht. De sociale partners hebben ons eind december 2022 en begin januari 2023 hun standpunten en voorstellen bezorgd.

Op basis daarvan heeft minister Dermagne zijn administratie gevraagd om een voorontwerp van wet op te stellen dat voorziet in drie maatregelen om de strijd tegen sociale dumping efficiënter en sterker te maken, namelijk, ten eerste, een beperking van het aantal niveaus van verticale ketens van onderaanneming, ten tweede, een verbod op puur financiële onderaanneming, waarbij de onderaannemer de opdracht onmiddellijk verder uitbesteedt zonder zelf werken uit te voeren, en, ten derde, de oprichting van een databank voor loonschulden om de vigerende hoofdelijke aansprakelijkheid beter te kunnen handhaven.

Op 2 juni 2023 werd de eerste versie van het voorontwerp van wet besproken met de sociale partners van de bouw- en de vleessector en op

02.01 Nahima Lanjri (cd&v): Les partenaires sociaux estiment qu'ils ont disposé de trop peu de temps pour examiner les propositions relatives à la lutte contre le dumping social et que leurs avis n'ont pas du tout été pris en compte.

De quel délai ont-ils disposé et quels avis ont finalement été pris en compte? La concertation sera-t-elle poursuivie?

02.02 Frank Vandenbroucke, ministre: En novembre et décembre 2022, plusieurs moments de concertation ont eu lieu avec les partenaires sociaux des secteurs de la construction, de la viande et du transport. Ceux-ci ont rendu leurs positions et propositions fin décembre 2022 et début janvier 2023. Sur cette base, l'administration du ministre Dermagne a élaboré un avant-projet de loi contenant trois mesures visant à rendre plus efficace la lutte contre le dumping social: la limitation du nombre de niveaux de chaînes verticales de sous-traitance, l'interdiction de la sous-traitance purement financière et la création d'une base de données des dettes salariales pour mieux faire respecter la responsabilité solidaire existante.

5 juni 2023 gebeurde dat met de sociale partners van de transportsector. De sociale partners van de drie sectoren hebben opmerkingen gemaakt en enkele aanpassingsvoorstellen op de teksten gedaan. Op basis van dat overleg heeft minister Dermagne aan zijn administratie gevraagd om het voorontwerp aan te passen. Na het zomerreces zullen onze medewerkers opnieuw overleggen met de sociale partners van de drie betrokken sectoren over de aangepaste tekst. Wanneer het voorontwerp van wet in eerste lezing wordt goedgekeurd door de ministerraad, zal het bovendien ook nog voor advies aan de sociale partners worden bezorgd aan de Nationale Arbeidsraad.

Mevrouw Lanjri, mijn collega's en ik hechten enorm veel belang aan een goed inhoudelijk sociaal overleg. Het overlegtraject dat wij met de sociale partners hebben afgelegd en nog zullen afleggen, is voor mij dan ook geen pro-formaverplichting. Integendeel, naar aanleiding van de gesprekken zijn nog enkele bijkomende voorstellen ter versterking van de bestaande plannen inzake eerlijke concurrentie gedaan, die wij zeker zullen meenemen. Mijn ervaring leert mij dat de doeltreffendste maatregelen inzake fraudebestrijding en de aanpak van sociale dumping die zijn met een draagvlak in de sector en dat inspireert ons ook bij de aanpak daarvan.

02.03 Nahima Lanjri (cd&v): Bedankt voor de toelichting bij het hele traject.

Er is inderdaad al een hele weg afgelegd, maar het werk is nog niet klaar. Hopelijk kunnen de opmerkingen van de sector nu verwerkt worden in het voorontwerp van de administratie en krijgt de sector de gelegenheid om er zijn zeg over te doen, alvorens het aan de ministerraad wordt voorgelegd. Misschien kunt u dat aan minister Dermagne vragen. Nadien start het formele traject, met een advies aan de NAR en dus opnieuw de sociale partners. Hopelijk zullen de sociale partners dan al voor een groot stuk mee zijn met het ontwerp. Hoe meer problemen er vooraf uitgeklaard kunnen worden, hoe beter en hoe makkelijker het zal zijn om daar achteraf een positief advies op te krijgen van de sociale partners. Zo verliezen we geen tijd meer. Hopelijk zult u samen met de collega-ministers de sociale partners nog voldoende bij de opmaak van de regelingen betrekken.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

La **présidente**: La question n° 55038049C de M. Colebunders est transformée en question écrite.

Nous avons épuisé notre ordre du jour. Chers collègues, monsieur le ministre, je vous remercie et je vous souhaite de belles vacances puisque c'est notre dernière commission.

*La réunion publique de commission est levée à 15 h 39.
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.39 uur.*

Début juin, cet avant-projet a été soumis aux partenaires sociaux, qui ont formulé des commentaires et des propositions d'ajustement. Le texte sera ajusté et de nouvelles concertations suivront après les vacances parlementaires. Lorsque l'avant-projet de loi sera approuvé en première lecture par le Conseil des ministres, il sera également soumis au CNT.

Il ne s'agit donc pas d'une concertation pro forma. En effet, il est très important d'obtenir l'adhésion du secteur.

02.03 Nahima Lanjri (cd&v): Je demande que le texte modifié soit encore soumis aux partenaires sociaux avant d'être présenté au Conseil des ministres en tant que projet. Il est en effet recommandé d'éliminer au préalable le plus grand nombre possible de problèmes.